RCS : VANNES
Code greffe : 5602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VANNES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1998 D 00288
Numéro SIREN : 353 647 282
Nom ou dénomination : SCI ALIZE

Ce dépôt a été enregistré le 27/11/2013 sous le numéro de dépôt 3782

SCI ALIZE

N°2013/A/3782

Déposé au Greffe du Tribunal
de Commerce de Vannes
Le
27 NOV 2013

Société Civile Immobilière au capital de 152,45€

353 647 282 - RCS VANNES

TRIBUNAL DE COMMERCE DE VANNES (MORBIHAN)

Siège social : Allée Gabriel Lippman
PIBS (Parc d'Innovation de Bretagne Sud)
56000 VANNES

STATUTS

CERTIFIE CONFORME

Mis à jour par Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2013

Préambule :

La SCI ALIZE a été constituée aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Bernard REYNIS, Notaire de la Société Civile Professionnelle dénommée "Pierre MILHAC, Bernard REYNIS et Yves HAGUEL, Notaires Associés", titulaire d'un Office Notarial à PARIS 4ème – 25 Boulevard Beaumarchais, le 18 janvier 1990, enregistré à PARIS (4ème) – R.P.I. le 02 février 1990, Bordereau 64/11.

TITRE I – CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE

Article 1er.- FORME

La société est de forme civile. Elle est régie savoir :
- Par les articles 1832 à 1870-1 du code civil ;
- Par le décret n°78-704 du 3 juillet 1978.

Article 2.- OBJET

La Société a pour objet : la propriété/ l'administration, la gestion, l'exploitation par bail, location ou autrement, et la mise en valeur de tous biens et droits immobiliers.

L'acquisition par voie d'apport ou d'achat, la prise à bail, avec ou sans promesse de vente, de tous immeubles ou biens et droits immobiliers et notamment l'acquisition de divers biens et droits immobiliers situés à LORIENT (Morbihan) 16 rue Marcesche.

Ainsi que tous biens et droits devant constituer l'accessoire ou l'annexe desdits biens.

Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Article 3.- DENOMINATION

La société est dénommée : *« SCI ALIZE »*

La dénomination sociale doit figurer sur tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers. Elle doit être précédée ou suivie de manière lisible des mots "société civile" suivis de l'indication du capital social. En outre, elle doit indiquer en tête de ses factures, notes de commande, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée à titre principal au Registre du Commerce et des Sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

Article 4.- SIEGE

Le siège social est fixé à VANNES **(Morbihan)** Allée **Gabriel Lippman – Parc d'Innovation Bretagne Sud**.

Article 5.- DUREE

La durée de la société est de 50 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus ci-après.

Chaque année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre

Exceptionnellement le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation au Registre du Commerce jusqu'au 31 décembre 1990.

En outre, s'il y a lieu, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II – CAPITAL SOCIAL

Article 6.- CAPITAL

Le capital social est de CENT CINQUANTE DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTIMES (152,45 euros).

Il est divisé en 100 parts de UN EUROS ET CINQUANTE DEUX CENTIMES (1,52 euros) chacune, numérotées de 1 à 100.

Suite aux cessions de parts sociales suivantes, la répartition du capital social est la suivante :

⇨ Cession de parts sociales consentie par Monsieur Patrick LEONARD et Madame Catherine LALLEMANT, son épouse à la Société SEDIMMO et à Monsieur Jean Luc LE BLEVEC, aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Bernard REYNIS, Notaire à PARIS (4ème) – 25 Boulevard Beaumarchais, enregistré à PARIS (4ème) – R.P.I. le 17 juillet 1998, Bordereau 393, Case numéro 6.

⇨ Cession de parts sociales consentie par Monsieur Jean-Luc LE BLEVEC à Monsieur Arnault de CALONNE d'AVESNES, aux termes d'un acte sous seing privé en date à VANNES du 30 mars 2005, enregistré à la recette divisionnaire de VANNES GOLFE le 18 avril 2005, Bordereau n°2005/320, Case numéro 15.

⇨ Cession de parts sociales consentie par Monsieur Arnault de CALONNE d'AVESNES à Monsieur Loïc LASSALLE, aux termes d'un acte sous seing privé en date à VANNES du 02 janvier 2011.

⇨ Cession d'une part sociale consentie par Monsieur Loïc LASSALLE à la société SITA Ouest, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 31 mai 2013.

La répartition des parts sociales ressort ainsi qu'il suit :

- SITA Ouest	
100 parts sociales numéros 1 à 100	100 parts
Total égal au nombre de parts sociales composant le capital social	
Cent parts sociales	100 parts

Ces parts ont été entièrement libérées par versement des fonds dans la caisse sociale à due concurrence des apports en numéraire réalisés.

Article 7.- APPORTS - SOUSCRIPTION DES PARTS

Monsieur et Madame LALLEMANT, les associés d'origine, ont apporté en numéraire à la société la somme de 152,45 euros.

Article 8.- AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire, être augmenté, notamment par la création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en numéraire ou en nature ; mais les attributaires, s'ils n'ont pas déjà la qualité d'associés, devront être agréés par la gérance.

Article 9.- REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut aussi être réduit, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire.

TITRE III – DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

Chapitre 1er DROITS DES ASSOCIES

Article 10.- DROITS ATTACHES AUX PARTS

Chaque part donne droit, dans la répartition des bénéfices et celle du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Elle donne également droit de participer aux assemblées générales des associés et d'y voter.

Article 11.- INDIVISIBILITE DES PARTS

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis de parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux ou par un mandataire commun choisi parmi les autres associés ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice à la demande du plus diligent.

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 12 – MUTATIONS ENTRE VIFS

Les mutations entre vifs sont constatées par acte authentique ou sous seing privé.

Elles deviennent opposables à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par transfert sur les registres de la société.

Elles ne seront opposables aux tiers qu'après l'accomplissement et l'exécution des formalités qui précèdent puis le dépôt d'un original enregistré ou d'une expédition de l'acte de cession , s'il a été établi en la forme notariée, au Greffe du Tribunal de Commerce, en annexe au Registre de Commerce et des Sociétés, et d'une inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la gérance.

A l'effet d'obtenir ce consentement l'associé qui projette de céder ses parts doit en faire la notification à la société, par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les nom, prénoms, domicile et profession du futur cessionnaire ainsi que le délai dans lequel la cession projetée doit être régularisée.

Si le cessionnaire est agréé par la gérance, celle-ci en avise immédiatement le cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et la cession peut être régularisée dans les conditions prévues par la notification.

Préalablement au refus d'agrément, la gérance doit, dans les quinze jours qui suivent la réception de la notification du projet de cession, aviser les associés de ce projet par lettre recommandée et leur rappeler les dispositions des articles 1862 et 1863 du code civil et celles du présent article. Les associés disposent d'un délai de quinze jours pour se porter acquéreurs et si plusieurs prennent ce parti, ils sont réputés acquéreurs en proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.

Si aucun associé ne se porte acquéreur, la société peut faire acquérir les parts par un tiers désigné par la gérance ou les acquérir elle-même en vue de leur annulation.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre d'achat par la société ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Toutefois, le cédant peut finalement décider de conserver ses parts lors même que le prix adopté par les experts serait égal à celui moyennant lequel devait avoir lieu la cession projetée.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de six mois à compter du jour de la notification par lui faite à la société de son projet de cession, l'agrément est réputé acquis *à* moins que les autres associés ne décident, dans le même délai, la dissolution anticipée de la société.

Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre cette décision caduque en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision.

Les dispositions qui précèdent sont applicables :
- aux mutations entre vifs à titre gratuit ;
- aux échanges ;
- aux apports en société ;
- aux attributions effectuées par une société à l'un de ses associés ;
- et d'une manière générale/ à toute mutation de gré à gré entre vifs.

Article 13.- MUTATION PAR DECES

En cas de décès d'un associé, ses héritiers, légataires universels, à titre universel ou à titre particulier, ne deviennent associés qu'avec le consentement de la gérance.

Ils sollicitent cet agrément de la manière prévue à l'article précédent.

A défaut d'agrément, et conformément à l'article 1870-1 du code civil les intéressés non agréés sont seulement créanciers de la société et n'ont droit qu'à la valeur des droits sociaux de leur auteur (ou à leur part dans ces droits) déterminée dans les conditions fixées par l'article 1843-4 du code civil.

Article 14.- DISSOLUTION D'UNE PERSONNE MORALE ASSOCIEE

La dissolution d'une personne morale, membre de la société, ne lui fait pas perdre sa qualité d'associé.

Article 15.- FUSION-SCISSION D'UNE PERSONNE MORALE ASSOCIEE

Si une personne morale, membre de la société, est absorbée par voie de fusion, celle à laquelle est dévolue son patrimoine ne devient associée qu'avec le consentement de la gérance ou le cas échéant celui de l'assemblée générale ordinaire.

Cet agrément est sollicité de la manière prévue à l'article 12.

A défaut d'agrément et conformément à l'article 1870-1 du code civil la personne morale non agréée est seulement créancière de la société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur, déterminée dans les conditions fixées par l'article 1843-4 du code civil.

Il en est de même, en cas de scission, pour la ou les personnes morales auxquelles les parts de la présente société sont dévolues.

Article 16.- REDRESSEMENT JUDICIAIRE -LIQUIDATION JUDICIAIRE - DECONFITURE D'UN ASSOCIE

Si un associé est mis en état de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire, de faillite personnelle ou encore s'il se trouve en déconfiture, cet associé cesse de faire partie de la société. Il n'en est plus que créancier et a droit à la valeur de ses droits sociaux, déterminée conformément à l'article 1843-4 du code civil.

Chapitre 2e OBLIGATIONS DES ASSOCIES

Article 17.- LIBERATION DES PARTS

I. Parts de numéraire

Les parts de numéraire doivent être libérées par leurs souscripteurs *à* première demande de la gérance et, au plus tard, quinze jours francs après réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La gérance peut exiger la libération immédiate du montant de la souscription. La gérance peut aussi demander la libération de ce montant par fractions successives, au fur et à mesure des besoins de la société.

La libération est effectuée, en principe, au moyen de versements en numéraire. Toutefois, en cas d'augmentation de capital, elle peut avoir lieu par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible contre la société.

A défaut de paiement des sommes exigibles, la société poursuit les débiteurs et peut faire vendre les parts pour lesquelles les versements n'ont pas été effectués un mois après un commandement de payer demeuré infructueux. Cette mise en vente est notifiée au retardataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception avec l'indication des numéros des parts en cause. Elle est, en outre, publiée dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social.

Quinze jours après la publication, il est procédé à la vente des parts, aux risques et périls des retardataires, aux enchères publiques, par le ministère d'un notaire, sans mise en demeure et sans autre formalité. Le prix de vente est imputé, dans les termes di droit, sur ce qui reste du à la société par le retardataire, lequel reste passible de la différence ou profite de l'excédent.

Ces dispositions s'appliquent à toutes les parts de numeraire, en ce compris non seulement celles qui composent le capital initial, mais encore celles qui pourraient être créées à l'occasion d'une augmentation de capital.

Elles s'appliquent également en cas d'augmentation de capital par voie d'augmentation du nominal des parts existantes.

Elles s'appliquent enfin, s'il y a lieu, à la prime d'émission dont est assortie une augmentation de capital.

Les sommes appelées par la gérance deviennent exigibles quinze jours francs après l'envoi d'une lettre recommandée par la gérance à l'associé ou aux associés débiteurs.

En cas de retard dans le paiement des sommes exigibles, les retardataires sont passibles d'une pénalité de 1 % par mois de retard, tout mois commencé étant compté en entier.

II. Parts d'apport en nature
Les parts attribuées en rémunération d'apports en nature doivent être immédiatement et intégralement libérées; cette libération s'effectue par la mise à la disposition effective du bien apporté.

Article 18.- CONTRIBUTION AU PASSIF SOCIAL

Les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Toutefois, les créanciers de la société ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre les associés qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

Chapitre 3e DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19.- SOUMISSION AUX STATUTS ET AUX DECISIONS DE L'ASSEMBLEE

Les droits et obligations attachées à chaque part la suivent en quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions régulièrement prises par les assemblées générales des associés et par la gérance.

Article 20.- TITRES

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs modifiant ces statuts et des cessions de parts régulièrement effectuées.

Article 21.- SCELLES

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

TITRE IV – FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE

Chapitre 1er ADMINISTRATION

Article 22.- GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

S'ils sont plusieurs, les gérants peuvent agir séparément.

Article 23.- NOMINATION – REVOCATION

Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés/ laquelle peut les révoquer à tout moment.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Le ou les gérants sont également révocables par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

Article 24.- POUVOIRS – OBLIGATIONS

I. Pouvoirs

La gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en vue de la réalisation de l'objet social.

Elle peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Elle peut transférer le siège social en tout autre endroit que celui prévu et modifier en conséquence la rédaction de l'article 4 des présents statuts.

II. Obligations

Les associés ont le droit d'obtenir, au moins une fois par an, communication des livres et des documents sociaux, et de poser par écrit de questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

Le ou les gérants doivent, au moins une fois dans l'année rendre compte de leur gestion aux associés. Cette reddition des comptes doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Chapitre 2e ASSEMBLEES GENERALES
Section 1 Dispositions générales

Article 25.- PRINCIPES

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des associés. Ses délibérations, prises conformément aux présents statuts, obligent tous les associés, même absents, incapables ou dissidents.

Chaque année, il doit être réuni, dans les six mois de la clôture de l'exercice, une assemblée générale ordinaire.

Des assemblées générales, soit ordinaires, dites "ordinaires réunies extraordinairement", soit extraordinaires, peuvent, en outre, être réunies à toute époque de l'année.

Article 26.- FORMES ET DELAIS DE CONVOCATION

Les assemblées générales sont convoquées par la gérance.

Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander au gérant de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée. Si le gérant fait droit à la demande, il procède, conformément aux statuts, à la convocation de l'assemblée des associés. Sauf si la question posée porte sur le retard du gérant à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque le gérant accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée.

Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du président du tribunal de grande instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

Les assemblées sont réunies au siège social ou en tout autre lieu de la même ville ou du même département. Le lieu où se tient l'assemblée est précisé dans l'avis de convocation.

Les convocations ont lieu quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion de l'assemblée

Elles sont faites par lettres recommandées adressées à tous les associés.

Les avis de convocation doivent indiquer l'ordre du jour de la réunion.

Article 27.- INFORMATION DES ASSOCIES

Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par simple lettre soit à leurs frais par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour de l'assemblée porte sur la reddition des comptes des gérants, le rapport d'ensemble sur l'activité de la société prévu à l'article 1856 du code civil, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre simple, quinze jours au moins avant la réunion. Les mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

En outre, tout associé a le droit de prendre par lui même au siège social, connaissance de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondances, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la société ou reçu par elle.

Le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Dans l'exercice de ces droits, l'associé peut se faire assister par tout expert agréé de son choix.

Article 28.- ASSISTANCE ET REPRESENTATION AUX ASSEMBLEES

Tous les associés, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent, ont accès à l'assemblée.

Cependant les titulaires de parts, sur le montant desquelles les versements exigibles n'ont pas été effectués dans le délai de trente jours francs à compter de la mise en demeure par la société, ne peuvent être admis aux assemblées. Toutes les parts leur appartenant sont déduites pour le calcul du quorum.

Tout associé peut se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire de son choix associé ou non.

Chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente de parts.

Article 29.- BUREAU DES ASSEMBLEES

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un d'eux.

A défaut, l'assemblée élit elle même son président.

En cas de convocation par l'un des associés, l'assemblée est présidée par celui-ci.

Les fonctions de scrutateur sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptants, qui disposent du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire, qui peut être choisi en dehors des associés.

Article 30.- FEUILLE DE PRESENCE

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence. Ce document indique quels sont :
- D'une part, les associés présents :
- D'autre part, les associés représentés, en précisant le nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Par ailleurs, s'agissant d'associés représentés, la feuille de présence fait connaître leur mandataire.
Les associés présents et représentés ainsi que les mandataires sont identifiés par leur nom, prénom usuel et leur domicile.

Les pouvoirs donnés par les associés représentés sont annexés à la feuille de présence.

La feuille de présence dûment émargée par les associés présents et les mandataires des associés représentés, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Article 31.- ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances révoquer un ou plusieurs gérants et procéder à leur remplacement.

L'ordre du jour ne peut être modifié sur deuxième convocation.

Article 32.- PROCES-VERBAUX

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé dans la forme ordinaire, soit par un juge du tribunal de commerce ou d'instance soit par le Maire ou un adjoint au Maire de la commune du siège de la société. Toutefois, ces procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions ci-dessus prévues et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées.

Le procès-verbal de délibération de l'assemblée indique la date et le lieu de réunion, les nom, prénoms et qualité du président, le mode de convocation, l'ordre du jour, la composition du bureau, les noms et prénoms des associés qui y ont participé, le nombre de parts détenu par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, le texte des résolutions mises aux voix, un résumé des débats et le résultat des votes. Il est signé par les gérants et par le président de l'assemblée.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, les copies et extraits sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

Section 2 Assemblées générales ordinaires

Article 33.- QUORUM ET MAJORITE

L'assemblée générale, réunie sur première convocation, est régulièrement constituée si la moitié au moins des associés possédant la moitié du capital social est présente ou représentée.

A défaut, l'assemblée est réunie sur deuxième convocation. Elle est alors régulièrement constituée quelque soit le nombre des associés présents ou représentés et la quotité du capital social leur appartenant exprimées.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Article 34.- COMPETENCE – ATTRIBUTIONS

L'assemblée générale ordinaire annuelle entend le rapport de la gérance sur les affaires sociales ; elle discute, approuve, redresse ou rejette les comptes de l'exercice écoulé ; elle statue sur l'affectation et la répartition des bénéfices.

Elle nomme, réélit ou révoque le ou les gérants.

Section 3 Assemblées générales extraordinaires

Article 35.- QUORUM ET MAJORITE

L'assemblée générale extraordinaire, réunie sur première convocation, est régulièrement constituée si les deux tiers au moins des associés, possédant les deux tiers du capital social sont présents ou représentés.

A défaut l'assemblée est réunie sur deuxième convocation. Elle est alors régulièrement constituée si la moitié au moins des associés possédant la moitié du capital social est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Article 36.- COMPETENCE – ATTRIBUTIONS

L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts, dans toutes leurs dispositions, les modifications quelles qu'elles soient, pourvu que ces modifications ne soient pas contraires à la loi.

L'assemblée générale extraordinaire peut notamment :
- Transférer le siège social à n'importe quel endroit du territoire métropolitain lorsque ce transfert excède les pouvoirs attribués à la gérance ;
- Transformer la société en société de toute autre forme, si ce n'est en société en nom collectif, transformation qui requiert l'accord de tous les associés, ou en société en commandite, transformation qui requiert, outre la décision de l'assemblée extraordinaire, l'accord de tous les associés devant prendre alors le statut d'associé commandité ;
- Prononcer, à toute époque, la dissolution anticipée de la société ou décider sa prorogation. A ce dernier égard, et conformément à l'article 1844-6 du code civil, l'assemblée générale extraordinaire doit être réunie, un an au moins avant l'expiration de la société, pour statuer sur l'opportunité de sa prorogation.

Section 4 Décisions constatées par un acte

Article 37.- DECISIONS COLLECTIVES UNANIMES

Les associés peuvent toujours, d'un commun accord et à tout moment, prendre à l'unanimité toutes décisions collectives qui leur paraîtront nécessaires par acte notarié ou sous seings privés, sans être tenu d'observer les règles prévues pour la réunion des assemblées ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ainsi prises sont mentionnées à leur date dans le registre des délibérations ci-dessus prévues.

La mention dans le registre contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, d€ l'objet et des signataires de l'acte. L'acte lui-même, s'il est sous seings privés ou sa copie authentique s'il est notarié, est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

Chapitre 3e RESULTATS SOCIAUX

Section 1 Année sociale

Article 38.- EXERCICE SOCIAL

L'année sociale est définie à l'article 5.

Section 2 Comptabilité

Article 39.- COMPTES ANNUELS

Les écritures comptables de la société sont tenues par la gérance selon les normes du plan comptable national ainsi que, s'il en existe, du plan comptable particulier à l'activité définie dans l'objet social.

A la clôture de l'exercice, la gérance dresse les comptes permettant de dégager le résultat et établit le rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés et des pertes encourues.

Section 3 Bénéfices

Article 40.- DEFINITION DU BENEFICE DISTRIBUE

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, sous déduction des frais généraux et autres charges de la société en ce compris tous amortissements et provisions.
Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Article 41.- REPARTITION DU BENEFICE DISTRIBUABLE

S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'ils sont approuvés par l'assemblée générale, l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée décide soit de le distribuer, soit de le reporter à nouveau, soit de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation et l'emploi.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves. Dans ce cas, la décision indique les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les modalités de mise en paiement des sommes distribuées sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut par la gérance.

Les sommes distribuées sont réparties entre les associés au prorata de leurs droits respectifs dans le capital social.

Section 4 Pertes

Article 42.- AFFECTATION DES PERTES

Les pertes, s'il en existe, selon décision des associés, sont portées à un compte de report à nouveau, ou compensées avec les réserves existantes, ou prises en charge selon toutes modalités qu'ils jugent opportunes, auquel cas elles sont supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

TITRE V – DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 43.- DISSOLUTION

La société prend fin par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée.

L'assemblée générale extraordinaire peut, à toute époque prononcer la dissolution anticipée de la société.

En revanche, la société n'est dissoute par aucun événement susceptible d'affecter l'un de ses associés et notamment :
- le décès, l'incapacité ou la faillite personnelle d'un associé personne physique ;
- la dissolution, le redressement ou liquidation judiciaire d'un associé personne morale.

La société n'est pas non plus dissoute par la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non.

Article 44.- EFFETS DE LA DISSOLUTION

La société se trouve en liquidation par l'effet et à l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit, à moins que celle-ci n'intervienne en suite de fusion ou scission. La personnalité morale de la société se poursuit néanmoins pour les besoins de cette liquidation et jusqu'à la publication de sa clôture.

Article 45.- ASSEMBLEE GENERALE – LIQUIDATEURS

Pendant toute la durée de la liquidation, l'assemblée générale conserve les mêmes pouvoirs qu'au cours de l'existence de la société.

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération. La nomination de

ce ou ces liquidateurs met fin aux pouvoirs de la gérance. Elle entraine la révocation des pouvoirs qui ont pu être conférés à tous mandataires.

Article 46.- LIQUIDATION

L'assemblée générale règle le mode de liquidation.

Après extinction du passif, le ou les liquidateurs font approuver les comptes définitifs de liquidation par les associés qui constatent la clôture des opérations de liquidation ; comptes et décision font l'objet d'une publication.

Le solde de l'actif est employé d'abord à rembourser aux associés le capital versé sur leurs parts sociales et non amorti.

Le surplus, s'il y a lieu est réparti entre le associés au prorata du nombre de leurs parts sociales.

TITRE VI – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 47.- ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés au sujet des affaires sociales, soit entre les associés et la société, sont soumises aux tribunaux compétents du lieu du siège social.

SCI ALIZE
Société Civile Immobilière au capital de 152,45 €
Siège social : Allée Gabriel Lippman – PIBS
56000 VANNES
353 647 282 - RCS VANNES

N°2013/A/13782
Déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Vannes
Le 27 NOV 2013

CESSION D'UNE PART SOCIALE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE VANNES
MORBIHAN

LES SOUSSIGNES :

Monsieur Loïc LASSALLE
Né le 9 juillet 1969 à Saint Brieux (22), de nationalité française
Demeurant 27 avenue Aristide Briand 35000 Rennes
Marié à Paris, le 6 mai 2000 avec Madame Sophie DELPUECH sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage reçu le 31 mars 2000 par Maître Marie-Thérèse ETASSE, Notaire à Paris

Ci-après dénommée « le cédant »,
D'une part,

Et

La société SITA Ouest, Société Anonyme au capital de 3 404 528 €, dont le siège social est sis PIBS – Allée Gabriel Lippmann – 56038 Vannes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Vannes sous le numéro 344 263 702

Représentée par Monsieur Philippe LEBLANC, son Directeur Général,

Ci-après dénommée « le cessionnaire »,
D'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cession de part, objet de la présente, exposé ce qui suit :

1/ Constitution de la SCI ALIZE

La société civile immobilière ALIZE a été constituée aux termes d'un acte authentique en date à Paris du 18 janvier 1990, reçu par Maître Bernard REYNIS, Notaire à Paris 4ème – 25 boulevard Beaumarchais, enregistré à Paris 4ème – Arsenal RPI, le 2 février 1990, bordereau 64/11.

La société est actuellement gérée par Monsieur Loïc LASSALLE, nommé aux termes d'une assemblée générale du 2 janvier 2011.

2/ Principales caractéristiques de la SCI ALIZE

La SCI ALIZE est une société civile immobilière, dont le siège social est sis Allée Gabriel Lippmann – 56000 Vannes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Vannes, sous le numéro 353 647 282.

Elle a pour objet la propriété, l'administration, la gestion, l'exploitation par bail, la location ou autrement, et la mise en valeur de tous biens et droits immobiliers.
L'acquisition par voie d'apport ou d'achat, la prise à bail, avec ou sans promesse de vente, de tous immeubles ou biens et droits immobiliers et notamment l'acquisition de divers biens et droits immobiliers situés à Lorient (Morbihan) 16 rue Marcesche.
Ainsi que tous biens et droits devant constituer l'accessoire ou l'annexe desdits biens.
Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

Son capital d'un montant de 152,45 euros est divisé en 100 parts sociales de 1,52 € chacune numérotées de 1 à 100.

3/ Mutations entre vifs – Extrait article 12 des statuts

Aux termes de l'article 12 des statuts, les parts sociales sont librement cessibles entre associés ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la gérance.

4/ Répartition actuelle du capital social

Le capital social de la société est actuellement réparti entre les associés comme suit :

- SITA Ouest	99 parts sociales numérotées de 1 à 99
- Monsieur Loïc LASSALLE	1 part sociale numérotée 100
- Total	100 parts sociales

CECI EXPOSE, ILS ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – CESSION DE PART

Par la présente, le cédant cède et transporte, sous les garanties habituelles de fait et de droit en pareille matière au cessionnaire, qui accepte, une part sociale dont il est titulaire dans le capital de la SCI ALIZE sur les cent parts sociales composant son capital social.

Cette part est identifiée sous le n° 100 dans les titres de la société SCI ALIZE.

ARTICLE 2 – AGREMENT DE LA CESSION

La présente cession étant réalisée entre les seuls associés de la société n'a pas besoin, conformément aux stipulations des statuts d'être soumise ni à agrément, ni au droit de préemption.

ARTICLE 3 – OPPOSABILITE

La présente cession de part sociale sera rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou, si les statuts le stipulent, par transfert sur les registres de la société.

Elle ne sera opposable aux tiers qu'après l'accomplissement et l'exécution des formalités suivantes :

- Dépôt au greffe du Tribunal de Commerce, en annexe au Registre de Commerce et des Sociétés, d'un original enregistré du présent acte,
- Inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 – PROPRIETE - JOUISSANCE

Le cessionnaire sera propriétaire de la part cédée à compter de ce jour. Celui-ci recevra seul la fraction des bénéfices de l'exercice en cours attachée à ladite part.

Il sera subrogé dans tous les droits et obligations liés à la part cédée à compter de ce jour.

Il est ici déclaré qu'il n'a été délivré aucun titre de cette part et que sa propriété résulte uniquement des statuts sociaux et des actes modificatifs ultérieurs.

Le cessionnaire se conforme strictement aux clauses et conditions des statuts qu'il déclare parfaitement connaître.

ARTICLE 5 – PRIX DE CESSION

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de UN EURO CINQUANTE DEUX CENTIMES (1,52 €) que le cédant reconnaît avoir reçu du cessionnaire ce jour même et dont il lui consent bonne et valable quittance.

Dont quittance.

ARTICLE 6 – DECLARATIONS

Le cédant et le cessionnaire déclarent :

- que le cédant est libre, sur le plan fiscal, de tout engagement de conservation de la part cédée,
- que la SCI ALIZE est à prépondérance immobilière.

Le cédant déclare :

- que la SCI ALIZE n'est assujettie à aucune procédure de redressement ou de liquidation judiciaire,
- que la part cédée est libre de tout nantissement, saisie ou autre mesure pouvant faire obstacle à la cession ou réduire leur valeur,

- que toutes les informations révélées par lui au cessionnaire, et notamment celles contenues à la présente, étaient sincères et véritables à la date de leur révélation et le demeurent.

ARTICLE 7 – MENTIONS – POUVOIR

Mentions de la présente sont faites pour avoir lieu partout où besoin sera.
Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux de la présente à l'effet d'accomplir toutes formalités de publication qu'il y aura lieu.

ARTICLE 8 - FRAIS

Les frais et droits d'enregistrement de la présente cession et tous les frais qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige expressément.

Fait et passé en autant d'originaux que de parties,
plus un pour la notification à la société SCI ALIZE, un pour l'enregistrement et un pour le dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce.

Le 31 mai 2013

Loïc LASSALLE

La société SITA Ouest
Philippe LEBLANC

Enregistré à : S.I.E. DE VANNES GOLFE
Le 06/11/2013 Bordereau n°2013/1 713 Case n°9 Ext 7334
Enregistrement : 25 € Pénalités :
Total liquidé : vingt-cinq euros
Montant reçu : vingt-cinq euros
L'Agent administratif des finances publiques

François LE PUIL
Agent Principal
des Finances Publiques

SCI ALIZE
Société Civile Immobilière au capital de 152,45 €
Siège social : PIBS – Allée Gabriel Lippman - 56038 VANNES
353 647 282 - RCS VANNES

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
EN DATE DU 31 MAI 2013

N°2013/A/3782
Déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Vannes
Le
27 NOV 2013

L'an deux mille treize,
Le 31 mai à 8 heures,
Au siège social de la société,

Les associés de la société SCI ALIZE, société civile immobilière au capital de 152,45 €, divisé en 100 parts sociales de 1,52 € de nominal chacune, se sont réunis en assemblée générale mixte au siège social, sur convocation faite par le Gérant, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

De la compétence extraordinaire
- Lecture du rapport de gestion du Gérant,
- Modification de l'article 12 *« Mutations entre vifs »* des statuts,
- Modification de l'article 6 *« Capital »* des statuts suite à la cession de part intervenue entre Monsieur Loïc LASSALLE et la société SITA Ouest,

De la compétence ordinaire
- Approbation des comptes ;
- Quitus au Gérant ;
- Affectation du résultat ;
- Pouvoirs pour les formalités.

Il a été établi une feuille de présence qui est émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire, à savoir :

- La société SITA Ouest, propriétaire de : 99 parts
- Monsieur Loïc LASSALLE, propriétaire de : 1 part

L'assemblée réunissant la totalité des parts composant le capital social (100 parts) est déclarée régulièrement constituée pour délibérer valablement.

De la compétence extraordinaire

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Gérant, décide de modifier l'article 12 *« Mutation entre vifs »* des statuts comme suit :

ARTICLE 12 – MUTATIONS ENTRE VIFS

« Les mutations entre vifs sont constatées par acte authentique ou sous seing privé.

Elles deviennent opposables à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par transfert sur les registres de la société.

Elles ne seront opposables aux tiers qu'après l'accomplissement et l'exécution des formalités qui précèdent puis le dépôt d'un original enregistré ou d'une expédition de l'acte de cession, s'il a été établi en la forme notariée, au Greffe du Tribunal de Commerce, en annexe au Registre de Commerce et des Sociétés, et d'une inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés…

Le reste de l'article demeure inchangé.

CETTE RESOLUTION, MISE AUX VOIX, EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Une suspension de séance est demandée aux fins de signer la cession d'une part sociale entre Monsieur Loïc LASSALLE et la société SITA Ouest.

DEUXIEME DECISION

L'associée unique, suite à la cession de part intervenue ci-dessus, décide de modifier l'article 6 « *Capital* » des statuts en ajoutant un paragraphe, savoir :

ARTICLE 6 – CAPITAL

Le capital social est de ….. …. à VANNES du 02 janvier 2011.

⇨ Cession d'une part sociale consentie par Monsieur Loïc LASSALLE à la société SITA Ouest, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 31 mai 2013.

La répartition des parts sociales ressort ainsi qu'il suit :

- SITA Ouest 100 parts sociales numéros 1 à 100	100 parts
Total égal au nombre de parts sociales composant le capital social Cent parts sociales	100 parts

Le reste de l'article demeure inchangé.

Extrait certifié conforme
Le Gérant
Loïc LASSALLE

